

TÉMOIGNAGE ACCABLANT D'UN RETRAITÉ DE ANNABA

À la recherche de la carte Chiffa

Le gouvernement en parle depuis des mois. Le ministre en charge de la Sécurité sociale l'évoque à tout bout de champ en des termes très élogieux. Le Parlement a légiféré : la carte à puce électronique, dite Chiffa, pour les assurés sociaux est née. Dans ces colonnes, à propos de ce faux sésame, nous écrivons que c'était «mettre la charrue avant les bœufs». Ci-dessus le témoignage d'un retraité de Annaba. Quelle catastrophe !

J'ai l'honneur de venir par la présente et pour la seconde fois vous demander de bien vouloir avoir l'amabilité d'insérer dans votre quotidien rubrique «Espace Retraite» pour interpellier les responsables de la Cnas afin d'essayer de remédier à certaines lacunes. Décidément rien ne va plus, on s'évertue

à lancer tout de go, nous allons faire ceci, nous allons faire cela, etc., puis plus rien, c'est l'anarchie, c'est le fiasco général, tout le système est miné, le pays est en pleine décadence. Pourquoi avoir dilapidé 20 millions d'euros pour rien (*Soir d'Algérie* n°5306 du 13.05.08) ça ne marche pas, et ça ne marchera pas, j'en suis convaincu. L'argent du peuple est dilapidé à tort et à travers sans qu'il y ait de résultats probants, pourquoi avoir imposé à ce peuple, ce que nous ne pouvons pas maîtriser. L'organisme ou administration que vous dirigez est en butte à divers problèmes :
- personnel incompetent ;
- charges de travail assez conséquentes peut-être (pertes constantes de dossiers des assurés) ;
- langage vexatoire des préposés au guichet envers les assurés, et j'en passe ;
- également le calvaire que font subir ces employés aux assurés...

Genèse d'une situation parmi tant d'autres

Ayant déposé un dossier auprès de la Cnas Plaine-Ouest pour l'établissement d'une carte Chiffa, il y a de cela une année ou plus, au moment du retrait de cette carte, je trouve le prénom Lakhdar au lieu de Abdelhamid. Ayant vérifié le numéro d'immatriculation, il s'est avéré que ce numéro était bel et bien le mien. J'ai immédiatement restitué ce document au préposé pour lui faire toucher du doigt en déclinant ma carte d'identité sur laquelle il est bien écrit Abdelhamid et non Lakhdar. Mon interlocuteur m'a remis un récépissé sur lequel il avait encerclé le chiffre 10 et ce, à la date du 20/11/07. Depuis, et malgré mes allers et venues cette carte n'a pas vu le jour (n'a pas été rectifiée). Parallèlement à cette affaire, une autre bétise a été commise sur le dossier de ma fille dénommée Khadidja (malade chronique) qui avait également déposé un dossier en date du 15/11/07

dans le but de bénéficier de ladite carte magnétique, hélas, son dossier fut perdu ou égaré par le ou les préposés de la Cnas, ce qui nous amène à reconstituer un autre dossier et le cycle continue. Compte-tenu de tous ces aléas, nous subissons un grand calvaire, car nous nous trouvons chaque fois pénalisés pour retirer les médicaments nécessaires pour nous soigner (à notre survivance) faire la navette entre la caisse et l'officine (pharmacien). Pourquoi tant de gâchis ? Pourquoi cette perte de temps imposée à cette frange de citoyens, handicapée de surcroît, si j'ose dire, par leur maladie (chronique) ? Pourquoi leur faire subir le parcours du combattant alors que leur santé nécessite une prise en charge plus que conséquente. A titre complémentaire, j'avais transmis plusieurs correspondances à ce sujet tantôt à la Cnas Annaba, tantôt au ministère de tutelle, mais en vain. Tout le monde fait la sourde oreille.

A. Fartas (Annaba)

COURRIER DES LECTEURS

Une carrière très mal reconstituée

Lecteur assidu de votre quotidien, je viens par la présente solliciter un petit espace pour vous demander de bien vouloir insérer et ce, dans la mesure du possible, la mésaventure qui m'est arrivée avec mon ex-employeur, en l'occurrence l'entreprise Geni-Sider.

La genèse de ma dernière décennie de travail au sein de cette entreprise. Recruté en 1988, et après dix années de loyaux services, j'ai demandé (formulé) à mon ex-employeur à partir en retraite à l'âge légal et après avoir cumulé ou accompli plus de 32 années de service. Admis en retraite à partir du 01.01.98 avec un salaire de 14 453,41 DA, tombé malade et après plusieurs mois d'incapacité pour maladie (alité en mon domicile) et après ma guérison, j'ai commencé à fouiller les archives de ma vie professionnelle en m'étant posé la question le pourquoi de ce calcul, j'ai constaté à ma grande surprise que j'avais été arnaqué de plusieurs catégories par mon directeur d'unité, en l'occurrence M. Rehaïmia Ali, et ce, comme stipulé sur la convention collective de cette entreprise (article...) Bien entendu que le pot au rose fut constaté plusieurs années après mon départ, néanmoins et ne m'avouant pas vaincu, j'avais adressé une lettre manuscrite à ce même directeur (actuellement Batigec) pour l'avoir informé de l'anomalie volontaire constatée, mais mon vis-à-vis n'a pas jugé utile de me répondre ni par écrit, ni d'une autre manière.

C'est à cet effet que j'ai voulu par le biais de votre journal interpellier ce soi-disant cadre pour lui signifier que je ne lui pardonnerais pas en ce bas monde et même dans l'au-delà par son obstination d'avoir voulu faire du mal gratuitement.

Un ex-travailleur de Geni-Sider victime d'une arnaque
A. Fartas

Le ministre du Travail interpellé

Permettez-moi de m'adresser pour la première fois à votre journal pour être une trait d'union entre les retraités et les

autorités. Monsieur le ministre du Travail, je suis sorti en retraite le 01.05.1999, dont je ne connaissais pas toutes les lois. Mais il existait une (n°96/208 paru au JO 09.06.1996 n° 35) régissant les cotisations à la Sécurité sociale.

Monsieur le ministre, à ma sortie en retraite, l'employeur a omis de déclarer une prime qui s'appelle «Ira» évaluée à 5 % tous les trois ans, à la Cnas et à la CNR de Guelma pour le calcul de ma pension. J'ai saisi l'employeur Enasucré de Guelma par écrit qu'il a refusé de recevoir. M. le ministre, je vous ai entendu parler à la télévision de coordination entre les caisses de sécurité sociale pour aider les retraités, j'ai saisi l'inspection du Travail, la Cnas et la CNR de Guelma mais aucune de ces institutions ne m'a répondu. Devant cet état de fait, j'ai décidé de vous saisir par LR avec accusé de réception le 24.12.2007 n° 036315. Mais hélas je n'ai reçu aucune réponse. Dans l'attente d'une suite positive, veuillez agréer, monsieur le ministre, mes sentiments respectueux.

Adiou Abdeljamil, Guelma

Actualisation des pensions

Je viens de découvrir cette semaine ma régularisation dans le cadre de l'actualisation des pensions suivant l'application des arrêtés ministériels n° 17 et n° 29 des 15/08/2004 et 28/06/2005. Selon ces arrêtés, les coefficients d'actualisation devant être appliqués pour les retraités sortis entre 1999 et 2004 sont de 1,19 (pour 1999) et, 1,01 (pour 2004), (voir *Le Soir d'Algérie* du 28/03/2007). Malheureusement, en lieu et place d'une satisfaction, j'ai eu droit à une grande déception après avoir pris connaissance de la majoration dont j'ai bénéficié, soit environ 683,79 DA, montant calculé sur la première tranche du rappel versé (18 mois).

Partant de ce constat, je considère qu'il y a erreur dans le calcul pour la détermination du montant mensuel dont je dois bénéficier.

Pour informations, je suis sorti en retraite proportionnelle le 01/04/1999

avec un taux de 78,13 % et une pension mensuelle nette de 17 283,33 DA.

Aussi, pour être renseigné utilement, je vous demande de bien vouloir me faire une simulation de calcul pour mon cas, afin d'être fixé définitivement sur le montant de la revalorisation de ma pension.

RÉPONSE : Nous ne sommes pas en mesure de faire une simulation d'actualisation. Par contre, vous pouvez introduire un recours auprès de l'agence CNR de votre wilaya.

Cumul de pensions

J'ai bénéficié d'une pension de reversion de retraite mensuelle en 1994. Aujourd'hui de 1 000 DA pour six années de cotisation à la Casnos.

En 1997, j'ai commencé à exercer une activité commerciale, jusqu'à ce jour, soit 12 années de cotisation.

Aujourd'hui, à 60 ans, j'aimerais savoir si j'ai droit à une pension de retraite avec un cumul des six années de cotisation par mon mari pour obtenir plus de 15 année de cotisation comme l'exige la Casnos.

M^{me} Hadou Aïn Benian

RÉPONSE : Vous pouvez bénéficier de la pension de réversion de feu votre mari et de la pension de la Casnos. Pour cette dernière, il y a l'âge légal de 65 ans et l'obligation d'avoir cotisé un certain nombre d'année, ou à défaut du nombre d'année requis, il vous sera versé une allocation de retraite.

Cessation de paiement contre cession de logement

Lectrice assidue de votre journal, je vous envoie ce texte qui, j'espère, aura sa place dans votre «espace retraite» sous le titre «une retraitée en détresse». Au seuil de ses soixante ans et après plus de trente-cinq ans au service de l'éducation, ma collègue a demandé sa mise à la retraite il y a sept

mois. Sous prétexte qu'elle n'a pas libéré le logement d'astreindre qu'elle occupe avec ses deux grands enfants orphelins et à sa charge, la direction de l'éducation d'Annaba lui refuse le certificat de cessation de paiement.

La CNR n'a-t-elle pas son mot à dire dans tout cela ? Est-ce légal de priver une retraitée de sa pension alors qu'elle y a droit ?

Droits des travailleurs algériens ayant cotisé en Algérie durant la période coloniale

Nous avons l'honneur de venir très respectueusement vous prier de bien vouloir nous renseigner sur la possibilité du droit au bénéfice d'une pension d'assurance vieillesse agricole en Algérie. Nous avons travaillé au profit de l'économie française en Algérie durant la période coloniale.

Nous attirons votre attention que nous avons également payé nos cotisations de retraites à la Caisse régionale mutuelle d'assurance agricole - Maison de l'agriculture, Alger, dont des justificatives en notre possession à l'appui (carte d'assurances sociales agricoles, fiches de paie de l'époque).

Nous vous remercions de nous indiquer les démarches à suivre ou nous confirmer à qui s'adresser dans ce type de dossier pour valoir nos droits à la pension de retraite vieillesse du régime agricole.

Groupe de travailleurs algériens ayant travaillé au profit de l'économie française durant la période coloniale

RÉPONSE : Il faut introduire vos demandes auprès des agences CNR de vos wilayas qui procéderont à la reconstitution de vos carrières afin de faire valoir vos droits à la retraite. Il y a des dispositions particulières dans la législation sur la retraite qui concernent les travailleurs agricoles.